

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1487 - 3 mai 1990 - 4,5 F

### D 1487 COLOMBIE: DÉCAPITATION DE L'UNION PATRIOTIQUE ET GUERRE DE LA DROGUE

Candidat aux élections présidentielles du 27 mai 1990 pour l'Union patriotique, Bernardo Jaramillo a été assassiné par balles le 22 mars dernier. Il est le dernier en date des 1044 membres de ce mouvement de gauche assassinés depuis la fondation de l'Union patriotique en 1985 (cf. DIAL D 1064) et le 78e assassiné depuis le début de cette année. L'origine politique de ces assassinats ne fait plus aucun doute aujourd'hui: pour ce qui concerne l'Union patriotique, c'est une véritable opération de décapitation dont on peut parler, menée par certains milieux militaires ou para-militaires (cf. DIAL D 1393 et 1476). Après l'assassinat de B. Jaramillo, l'Union patriotique a résolu de ne plus participer aux élections présidentielles.

Le fait que cet assassinat ait été attribué aux trafiquants de stupéfiants par le général responsable des services de sécurité, mais ait été aussitôt démenti par Pablo Escobar, "parrain" du cartel de Medellín, n'a fait qu'augmenter la confusion dans l'opinion publique. Il faut en effet distinguer soigneusement la "guerre politique" de la "guerre de la drogue". Celle-ci s'était ralentie dans les derniers mois (cf. DIAL D 1443). Elle vient de reprendre brutalement au cours des semaines écoulées.

Analyse ci-dessous des deux phénomènes reprise de *Actualidad Colombiana* n° 55 du 21 mars/3 avril 1990.

Note DIAL

#### 1. L'assassinat de Bernardo Jaramillo

Le 22 mars 1990 à 8 H 03 du matin était assassiné Bernardo Jaramillo, candidat aux élections présidentielles pour l'Union patriotique. Le tueur qui a tiré sur lui était âgé d'à peine 15 ans.

La mort de Jaramillo est survenue moins d'un an après celle de José Antequera, également membre dirigeant de la même organisation, et de trois ans après que Jaime Pardo Leal, autre candidat présidentiel pour l'Union patriotique, ait été criblé de balles dans les environs de Bogotá, le 11 octobre 1987 (1).

L'assassinat de Jaramillo ne constitue pas seulement la 1044ème victime de cette organisation politique depuis sa création en 1985. Il hypothèque aussi, de façon grave, la recherche d'une issue politique à la crise de violence que traverse le pays depuis quelques années. Jaime Pardo Leal, José Antequera et Bernardo Jaramillo s'étaient faits les porte-parole infatigables de cette initiative. "*En Colombie, tous ceux qui se battent pour la paix on les tue*", a écrit le journaliste Antonio Caballero.

Deux déclarations officielles ont été faites quelques jours avant l'attentat contre Jaramillo, par une "coïncidence malencontreuse" qui a provoqué de vives critiques sur la responsabilité de l'Etat et sur l'absence totale de garanties dans

[1] Cf. DIAL D 1256 [NdT].

l'exercice d'une opposition démocratique. En effet le président Virgilio Barco avait, quelques semaines auparavant, affirmé que l'accusation répétée des membres de l'Union patriotique à propos des 78 militants de leur organisation assassinés depuis le début de cette année était une *"stratégie électorale"*. De son côté, le ministre de l'intérieur Carlos Lemos Simmonds a déclaré, après les élections du 11 mars, que *"le pays a voté contre la violence et a battu le bras politique des FARC (2) qu'est l'Union patriotique. Ils ne vont pas aimer que je leur dise ça, mais ils savent que c'est vrai..."*

Suite à ces déclarations la direction de l'Union patriotique a protesté publiquement et elle a fait valoir que le ministre Lemos leur avait ainsi accroché une cible au cou.

Après l'assassinat de Jaramillo, les accusations contre Lemos Simmonds ont redoublé. L'Union patriotique a demandé sa destitution immédiate et annoncé son retrait de la campagne électorale suite à l'assassinat de son candidat et par manque de garanties pour continuer. Le président de l'organisation, Diego Montaña Cuellar, s'est interrogé dans une de ses déclarations pour savoir *"qui peut appeler démocratique une société où, pour triompher, il faut éliminer l'opposition"*.

En dépit des appels insistants de tous les secteurs sociaux pour que le président limoge le ministre Lemos, celui-ci est resté en poste. Une erreur à laquelle s'est ajoutée une autre encore plus grave: le général Miguel Alfredo Maza Márquez, directeur du département administratif de sécurité (DAS) a assuré disposer de preuves incontestables (appels téléphoniques interceptés, un enregistrement et un document) selon lesquelles les auteurs de l'assassinat étaient des membres du cartel de Medellín.

Le doute s'est installé dans l'opinion publique mais a bien vite été dissipé. Une lettre signée de Pablo Escobar Gaviria et portant son empreinte digitale est venue démentir l'assertion. L'argument a été tellement convaincant et la méfiance envers le gouvernement tellement forte que Pablo Escobar et le cartel ont été acquittés par l'opinion.

Finalement les fortes pressions venues des milieux les plus variés ont provoqué la démission de Carlos Lemos Simmonds, lequel a aussitôt été remplacé par Horacio Serpa Uribe, sénateur et ancien procureur général de la République. Pour un large secteur de l'opinion publique, la nomination de Serpa Uribe à ce poste politique est une manoeuvre habile pour mettre à profit sa réputation de démocrate et les bonnes relations qu'il a avec les groupes politiques de gauche, afin d'obtenir que ceux-ci participent aux élections du 27 mai et de pallier ainsi leur manque de légitimité.

## 2. Le dialogue avec les narcotrafiquants

L'assassinat de Bernardo Jaramillo a fait, entre autres choses, que le pays a pris connaissance des contacts existants entre des émissaires du gouvernement et le cartel de Medellín suite à l'enlèvement de Alvaro Diego Montoya, fils du secrétaire général de la présidence de la République, fin décembre 1989. Ces contacts s'étaient soldés par une lettre de trois anciens présidents de la République, d'un cardinal et du président de l'Union patriotique à destination des "extradables" pour leur offrir *"un traitement moins rigoureux"*. C'est ainsi qu'a commencé ce qu'un commentateur du journal *El Tiempo* a appelé *"la guerre du télécopieur"*, en raison du nombre de communiqués et de déclarations émises *"pour préciser ou démentir les assertions du gouvernement"*.

Dans sa lettre de démission, Carlos Lemos reproche au pouvoir exécutif de ne pas l'avoir soutenu face aux accusations portant sur sa responsabilité politique dans la mort de Bernardo Jaramillo. Il lui reproche également sa *"timidité morale"* vu que *"dans certains milieux gouvernementaux, l'attitude envers les trafiquants de stupéfiants a imperceptiblement changé et a perdu le caractère décidé, intransigeant et"*

---

[2] Sur les différents groupes de guérilla, cf. DIAL D 1305 (NdT).

ferme qu'elle avait au mois de décembre". Il en conclut qu'"il ne fait aucun doute que, depuis un certain temps, je suis devenu un haut fonctionnaire gênant". Il affirme que son départ du gouvernement est une victoire des narcotrafiquants, lesquels visaient un double objectif: "éliminer un citoyen auparavant condamné à mort (...) et obtenir le départ d'un ministre qui a empêché, par son attitude énergique, la signature d'accords et d'arrangements en vertu desquels les autorités traiteraient leurs crimes avec plus de souplesse et moins de rigueur".

On a appris plus tard que deux industriels d'Antioquia étaient intervenus auprès du cartel de Medellín pour obtenir la libération d'Alvaro Diego Montoya, et qu'ils avaient assisté à une réunion du Conseil national de sécurité pour rendre compte de leurs démarches. On ne sait pas clairement au nom de qui ces industriels menaient ces négociations. En effet dans un communiqué daté du 28 mars ils affirment agir au nom de la famille Montoya Escobar, alors que les "extradables" (nom que se donnent les trafiquants de stupéfiants) prétendent, dans une déclaration publiée le même jour, que les industriels "ont toujours déclaré être les représentants directs du président Barco" et qu'en échange de la libération de Montoya, de la remise des armes et de la suspension de leurs activités, ils se sont vu offrir "un dialogue direct et la négociation".

La polémique sur la double morale qui serait celle du président de la République - pour l'opinion internationale il déclarait une guerre totale à la drogue, tandis que parallèlement il négociait avec les trafiquants du cartel de Medellín - a redoublé suite à une lettre de l'ancien ministre Lemos Simmonds dans laquelle il prétend ne rien savoir de propositions faites aux trafiquants de stupéfiants et dit espérer "que toute la clarté soit faite sur les offres de "dialogue" et de "négociation" dont parlent les extradables dans leur communiqué. Le pays et surtout ceux d'entre nous qui avons à un moment donné fait partie du gouvernement et avons également lutté contre le trafic de stupéfiants avec énergie et obstination, nous avons le droit de savoir la vérité. Ce que je puis dire, pour ma part, c'est que si ces démarches ont eu lieu cela a été en dehors de moi car je ne les aurais jamais acceptées".

De son côté le candidat aux présidentielles pour le Parti social conservateur Rodrigo Lloreda, dans une lettre au président, déclare que ce qui est à reprocher ce ne sont pas les négociations avec les narcotrafiquants mais le fait d'avoir menti au pays.

Le pouvoir exécutif, quant à lui, répète qu'"il n'y a eu aucun contact ni officiel ni officieux entre le gouvernement et des personnes représentant le groupe de trafiquants. Et encore moins de pactes, d'accords ou d'arrangements entre le gouvernement et les narcotrafiquants", selon les termes d'un communiqué publié après une réunion du Conseil national de sécurité. Parallèlement, en vertu d'un décret d'état de siège, la localité d'Envigado (considérée comme le bastion du cartel de Medellín) a été déclarée "zone sous urgence et d'opérations militaires". En même temps, le mercredi 28 mars, les extraditions vers les Etats-Unis reprenaient pour des personnes présumément liées au trafic de stupéfiants. C'était le cas de Fernando Gutiérrez, détenu depuis le 30 novembre 1989. Treize autres personnes sont encore détenues pour extradition dans les cachots du service de renseignement de la police et du DAS.

Par ailleurs, le premier personnage de l'Etat a, au cours d'une allocution télévisée, ramené le problème à "une campagne malveillante de désinformation" qui "vise précisément à affaiblir la confiance des Colombiens dans l'Etat".

Quelques heures après l'intervention présidentielle un nouveau communiqué des "extradables" a été rendu public, dans lequel ils menacent de reprendre leurs actions terroristes avec "une bombe de cinq tonnes de dynamite dans l'un des principaux quartiers résidentiels de l'oligarchie de Bogotá", en cas de non réapparition de deux membres du cartel de Medellín qui auraient été arrêtés le 28 mars à Envigado (Antioquia) par des membres de l'armée et du corps d'élite de la police nationale. A la fin

Le communiqué déclare que "pour chaque Colombien livré aux Etats-Unis nous poserons une bombe de cinq tonnes de dynamite dans la capitale de la République" et que "nous exécuterons les juges vendus au gouvernement, les politiciens bradeurs de la patrie, les tortionnaires et les principaux membres de la famille Cano". La famille Cano qu'évoque le communiqué est propriétaire du journal *El Espectador* qui combat ouvertement le trafic de stupéfiants. Suite à cette menace, *El Espectador* a décidé de ne plus publier l'éditorial exprimant l'opinion officielle du journal, pour la durée du voyage du président de la République en Europe, par absence de garanties dans l'exercice de l'activité journalistique dans le pays.

Pour ce qui est des menaces des "extradables", le député Federico Estrada Vélez était enlevé le 3 avril dans la ville de Medellín.

Il ressort de tout ce qui précède que la seule chose claire est l'existence de contacts entre le gouvernement et le cartel de Medellín. Le cardinal Mario Revollo, archevêque de Bogotá, l'a réaffirmé dans des déclarations faites le 2 avril à un journal télévisé, quand il a expliqué que le gouvernement n'avait pas respecté son engagement d' "écouter (les narcotrafiquants) avec bonne volonté et rechercher les modalités appropriées d'une action dans le cadre de la loi pour soumettre les délinquants à un jugement juste en Colombie."

En résumé, l'opinion générale sur les rapprochements entre le gouvernement et les narcotrafiquants est exprimée par le journaliste Enrique Santos Calderón dans les termes suivants: "On ne sait plus quoi - ni qui - croire au travers de toute cette agitation de versions en présence. Chacun défend sa propre image et ses intérêts." Dans son commentaire le journaliste ajoute que "comme on l'a déjà vu, la désinformation a commencé du côté du gouvernement. La confusion s'impose quand, au sommet, la clarté est absente et la vérité n'est pas dite à temps".

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)